



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU JEUDI 27 FÉVRIER 2014

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Aménagement et Urbanisme

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
85	80	76

Objet de la
délibération:
**Draguignan - ZAC
Chabran - Lot 11b -
Acquisition de
bureaux**

L'an deux mille quatorze le vingt sept février à dix huit heures, le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, 1^{ER} Adjoint au Maire de Draguignan, Député du Var.

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, CHILINI Bernard, VACHALD Sabine, BOYER Liliane, BLANC Pierre, BARRE Françoise, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, VIGNAL Patrick, ROUVIER Georges, SANTONI Jean-Daniel, PARLANTI Alain, PIERRUGUES Géraud, COLOMBANI Anne-Marie, ALRIC Max, ANTONA Dominique, AUGUIN Jutta, CARLETTI Jean-Louis, CARZOLI Max, CAYMARIS Alain, CHARDES Bernard, COLLOMBAT Pierre-Yves, DAHOT Marie-Paule, DEMONT Dominique, GELER Abel, GEORGES Fabien, GIBOIN Claude, GIUNCHIGLIA Audrey, GODANO Jacques, GONZALES Nathalie, LEGRAIEN Françoise, MARTIN Hugues, MARTINEZ Encarnacion, MICHEL Jacques, MIGLIOLI Jean-Bernard, PELASSY Michèle, PERON Pascal, PESCE Thierry, POINSIGNON Béatrice, RABEL Max, ROUX Régis, ROSSIGNOL Hubert, SUSINI André, TUMMINO Gilles, VARO Guy, VENTURINI Achille, VIGNAL Renée, VIGREUX Alain, POSSENTI GUY, GRIMALDI Christian, FANELLI Nicole, MOMBAZET Jean-Pierre, COLOMBANI Jean-Marie, BALDECCHI Serge, HUSSER Josaine

REPRESENTES

Xavier GUERRINI pouvoir à Georges ROUVIER, Andrée AILLAUD pouvoir à Liliane BOYER, Nadine BRONNER pouvoir à Alain PARLANTI, Jean-Louis DALBERA pouvoir à Max CARZOLI, Danielle DESPREZ pouvoir à Dominique DEMONT, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Mireille KRUPA pouvoir à Françoise BARRE, Jean-Luc MANCHIA pouvoir à Jean-Louis CARLETTI, Jean-Marc MILESI pouvoir à Gilbert GALLIANO, Patricia MIRA pouvoir à Pierre BLANC, Jean PEIRON pouvoir à Jean-Bernard MIGLIOLI, Max PISELLI pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Stéphane PLOUARD pouvoir à Béatrice POINSIGNON, Edouard SAUTTER pouvoir à Jacques LECOINTE, Sylvain SENES pouvoir à Françoise LEGRAIEN, Bernard UGHETTO pouvoir à Bernard CHILINI, Béatrice BUKALA-MERCIER pouvoir à Claude GIBOIN, Evelyne BECQUET pouvoir à GUY POSSENTI

ABSENTS :

ARNEODO Jean-Louis, GERMAN Sylvia, JAHAN Béatrice, HERMET Daniel

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Mademoiselle Audrey GIUNCHIGLIA

Transmis le 13 Mars 2014

RAPPORTEUR : Monsieur Jacques LECOINTE

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le 13 Mars 2014.

La SARL GEPROMO s'apprête à construire un ensemble immobilier de bureaux avenue de la 1^{ère} Armée, dépendant du lot n°11b de la ZAC Chabran, à Draguignan, pour une livraison courant premier trimestre 2015.

Dans le cadre de sa stratégie patrimoniale et dans l'objectif de diminuer ses coûts de fonctionnement, la Communauté d'Agglomération Dracénoise souhaite acquérir une partie de ses locaux de bureaux dans l'objectif d'y relocaliser une partie de ses effectifs actuellement répartis sur plusieurs sites en location.

Cette acquisition sera régie par les articles 1601 et suivants du Code Civil, afférents aux ventes d'immeuble à construire et plus précisément par les dispositions de l'article 1601-3 dudit code relatif à la vente en l'état futur d'achèvement avec paiements au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Ces futurs locaux professionnels accueilleront environ 50 postes de travail et seront répartis sur plusieurs étages comme suit:

- Au 2^{ème} étage du bâtiment: un local à destination de bureaux de 383 m²;
- Au 3^{ème} étage du bâtiment: un local à destination de bureaux de 309 m² ainsi qu'une terrasse de 90 m²;
- Au sous-sol du bâtiment: un local archives de 163m².

En outre, seront mises à disposition, sans limitation de durée, 10 places de parking en sous-sol.

Cette vente en l'état futur d'achèvement sera conclue moyennant la somme de 1.784.400€ HT (TVA en sus).

Les modalités de paiement du prix, en fonction de l'état d'avancement des travaux, seront fixées au contrat de vente en l'état futur d'achèvement.

En conséquence et considérant l'avis favorable tacite de France Domaine, spécialement requis dans cette affaire et de l'avis favorable de la Commission Aménagement et Urbanisme en date du 30 janvier 2014, il est demandé au Conseil communautaire de bien vouloir :

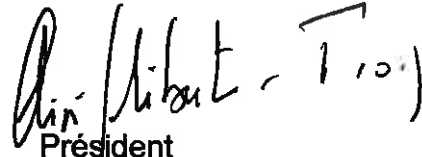
- Autoriser Monsieur le Président ou Monsieur le 1er Vice-Président, à signer le contrat de vente en l'état futur d'achèvement pour les locaux professionnels dépendant du lot 11b de la ZAC Chabran aux conditions sus évoquées.
- Dire que cet acte sera reçu par un notaire choisi par les parties et autoriser Monsieur le Président ou Monsieur le Vice-Président délégué, à signer toutes pièces relatives à cette affaire (saisine du notaire, signature, paiements à mesure de l'exécution des travaux et toutes procédures liées à ce type d'acquisition dont la réception de l'immeuble et les actions en garanties éventuelles...).
- Dire que les frais, dont les frais notariés, seront supportés par la Communauté d'Agglomération Dracénoise.
- Dire que les crédits seront inscrits au budget primitif 2014 chapitre 21 article 21318.

- Autoriser Monsieur le Président ou Monsieur le vice-président délégué à solliciter toute subvention auprès de tous partenaires susceptibles de financer cette opération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 27 février 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président

1er Adjoint au Maire de Draguignan
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaut rejet.